



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **HAUTE AUTORITE DE L'AEROPORT LEOPOLD SEDAR SENGHOR (HAALSS)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2014)**



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

- a) la Commission des Marchés de la HAALSS est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier alors qu'au regard des dispositions l'article 2 d) de l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012, pris en application de l'article 36-1 du CMP, le Responsable des Services Administratifs et Financiers ne peut assurer la Présidence de la Commission des Marchés. Cet alinéa dispose : « que pour les sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, les établissements publics et les agences ou autres organismes dotés de la personnalité morale, la Commission des Marchés comprend le Président et les personnes ci-après : le Directeur Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements et Marchés ou son représentant ». Dès lors, la présence du Chef du Service Administratif et Financier ne peut se concevoir qu'en qualité de membre de la Commission des Marchés.
- b) nous avons noté dans la mise en œuvre des procédures d'évaluation une confusion entre les critères liés à l'offre et ceux liés aux candidats. En effet, à l'examen du rapport d'évaluation, nous avons relevé lors de l'examen préliminaire qui est fait en amont et qui porte sur l'appréciation de l'exhaustivité, de la recevabilité et de la conformité pour l'essentiel des offres, une confusion avec l'examen détaillé des offres qui porte sur le contrôle et l'analyse des offres au regard des spécifications techniques détaillées du Dossier d'Appel d'Offres. Des critères relatifs aux spécifications techniques ont été utilisés dès l'examen préliminaire alors que lesdites spécifications techniques détaillées doivent être évaluées lors de l'examen détaillé. Au stade de l'examen préliminaire, seules les divergences techniques et commerciales majeures peuvent entraîner le rejet d'une offre. Ces divergences majeures sont celles qui peuvent avoir pour effet de ne pas atteindre l'objectif de l'achat si l'offre est retenue ou de biaiser la comparaison avec les offres substantiellement conformes. Par ailleurs, il faut noter que la prise en compte de critères de qualification dans le jugement des offres peut entraîner l'annulation de la procédure en cas de référé pré contractuel auprès du tribunal administratif. Ce constat a été fait pour l'appel d'offres relatif à l'acquisition de matériels informatiques pour lequel les critères de qualification ont été examinés pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors qu'il s'agit plutôt de les examiner dans un premier temps pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante ;
- c) l'examen de cette procédure d'appel d'offres pour la fourniture de matériels informatiques a également permis de noter que les critères d'ajustement des offres n'ont pas été correctement mis en œuvre par la Commission des Marchés qui n'a pas procédé à l'ajustement de l'offre de OFFICE CHOICE pour les besoins de l'évaluation conformément aux dispositions de l'IC 33.3 (a) du DAO. En effet, dès lors que la Commission des Marchés avait jugé l'offre de OFFICE CHOICE conforme pour l'essentiel, elle aurait dû procéder à son ajustement en

rajoutant au prix de ladite offre le prix le plus élevé pour l'article omis proposé par l'un des candidats dont les offres sont jugées conformes.

- d) l'examen de la procédure **d'appel d'offres portant fourniture de matériel de transport**, attribué à **LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE**, pour un montant de **28 084 000 F CFA TTC** a permis de noter plusieurs non conformités :
- le dossier de marché ne comprend pas le justificatif de la convocation des membres de la commission des marchés pour nous permettre de mettre en œuvre les procédures de contrôle du respect des délais de convocation conformément à l'article 39 du CMP ;
  - le justificatif de la transmission aux soumissionnaires du procès-verbal d'ouverture des offres ne figure pas dans le dossier de marché ; cette remise du procès verbal aux soumissionnaires doit se faire conformément à l'article 67.4 du CMP ;
  - l'avis d'attribution provisoire a été publié plus d'un mois après l'attribution provisoire du marché, en violation de l'article 83.3 du CMP;
  - le support de publication de l'avis d'attribution définitive n'est pas classé dans le dossier qui nous a été remis ;-
  - la date de l'attestation d'existence de crédit produite le 25 février 2013, est postérieure à la signature du contrat en date du 18 février 2013, en violation de l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits.
- e) l'examen de l'appel d'offres relatif à la Fournitures de matériels informatiques, attribué à PICO MEGA, pour un montant de 7 462 320 F CFA TTC, nous a permis de noter des manquements dans la définition des besoins (caractéristiques de l'imprimante, du vidéo projecteur, de l'écran...non définies). Par ailleurs, le procès verbal d'ouverture des plis et le rapport d'évaluation indiquent que cinq offres ont été reçues or, à l'analyse des offres des soumissions, nous notons une sixième offre de la société DANDIOBA, pour 14 655 836 F CFA, qui n'a été relatée dans aucun document et qu'aucune offre reçue à la date et à l'heure limite de dépôt des offres n'est sensée être acceptée et doit être renvoyée à l'expéditeur sans être ouverte (article 67-2 du CMP) ;
- f) Une trentaine d'opérations d'achats de fournitures et de services, pour un montant global de 17 514 158 F CFA ont fait l'objet de justification par l'émission de bons de commande, de bordereau de livraison, de factures, et copies de chèques et nonobstant le libellé de l'opération, aucun justificatif de la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle de sélection des prestataires ne nous a été fourni, pas plus que les justificatifs de la réception effective, à l'exception d'une opération relative à l'**Achat et à la pose d'un split TCL 12 000 BTU** qui a fait l'objet de procédure concurrentielle et pour laquelle, un seul document qui fait office de PV d'ouverture, d'évaluation et d'attribution et les factures pro forma des prestataires consultés ont été fournis.

## **2) Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) Les dossiers de marché ne comprennent pas toujours le justificatif de la transmission aux soumissionnaires d'une copie du procès-verbal d'ouverture des plis pour se conformer à une exigence de l'article 67.4 du CMP (exemple de l'appel d'offres pour l'acquisition de matériels de transport); en revanche, dans le cas de l'appel d'offres portant acquisition de matériel informatique, des membres de la Commission des Marchés non présents à l'ouverture au regard de la liste des présents mentionnés en début de Procès Verbal ont quand même signé ledit PV alors que seuls les présents auraient dû signer et que les indemnités de session ne sont dues qu'aux membres ayant effectivement siégé à l'ouverture des plis.
- b) L'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'est pas effectuée conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP qui dispose : « dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leurs garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire ». Au regard de ce qui précède, l'information préalable des candidats non retenus et la publication de l'avis d'attribution provisoire sont cumulatives contrairement à la tendance qui voudrait que la publicité de l'avis d'attribution provisoire soit le support de l'information des candidats.
- c) Les anciens articles 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007, cités dans les lettres de notification d'attribution provisoire, tout comme dans les avis d'attribution, doivent être remplacés dans lesdits documents, par les articles 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; il en est de même pour les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans les avis d'attribution provisoire et qui ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics), en vertu de l'article 89 du CMP.
- d) Les procédures de sélection des prestataires sur des opérations estimées à 17 230 958 F CFA n'ont pas été mises à notre disposition, pour la mise en œuvre des procédures de vérification, propres à nous permettre d'exprimer une opinion motivée, sur la conformité des modalités de dévolution desdits marchés, aux dispositions du CMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	7
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	9
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	20
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	22
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	24
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	29
2.1 Présentation de la HAALSS	30
2.2 Contexte de l'intervention	30
2.3 Objectifs de la mission	31
2.3.1 Objectifs généraux	31
2.3.2 Objectifs spécifiques	32
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	33
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	35
3 Approche méthodologique mise en œuvre	37
3.1 Revue approfondie des textes de référence	38
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	40
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	40
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	41
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	42
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	43
4 Résultats des travaux	45
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	46
4.1.1 Commission des Marchés	46
4.1.2 Cellule de Passation des Marchés	47
4.1.3 Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	47
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	47
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	47
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	48
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la HAALSS	48
4.2 Examen des marchés	49
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	49
4.2.2 Marchés Conclus Par Appel d'Offres Ouvert	50
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix et commandes directes	62

## Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CD	Commande Directe
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HAALSS	Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR LA PASSATION DES MARCHÉS**

## **1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **OBSERVATIONS GENERALES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PAR APPEL D'OFFRES**

1. La Commission des Marchés de la HAALSS est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier alors qu'au regard des dispositions l'article 2 d) de l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012, pris en application de l'article 36-1 du CMP, le Responsable des Services Administratifs et Financiers ne peut assurer la Présidence de la Commission des Marchés. Cet alinéa dispose : « que pour les sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, les établissements publics et les agences ou autres organismes dotés de la personnalité morale, la Commission des Marchés comprend le Président et les personnes ci-après : le Directeur Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements et Marchés ou son représentant ». Dès lors, la présence du Chef du Service Administratif et Financier ne peut se concevoir qu'en qualité de membre de la Commission des Marchés.
2. Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés ne sont pas classées dans le dossier de marché ; il est important de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des pièces de marché.
3. Nous avons noté dans la mise en œuvre des procédures d'évaluation une confusion entre les critères liés à l'offre et ceux liés aux candidats. En effet, à l'examen du rapport d'évaluation, nous avons relevé lors de l'examen préliminaire qui est fait en amont et qui porte sur l'appréciation de l'exhaustivité, de la recevabilité et de la conformité pour l'essentiel des offres, une confusion avec l'examen détaillé des offres qui porte sur le contrôle et l'analyse des offres au regard des spécifications techniques détaillées du Dossier d'Appel d'Offres. Des critères relatifs aux spécifications techniques ont été utilisés dès l'examen préliminaire alors que lesdites spécifications techniques détaillées doivent être évaluées lors de l'examen détaillé. Au stade de l'examen préliminaire, seules les divergences techniques et commerciales majeures peuvent entraîner le rejet d'une offre. Ces divergences majeures sont celles qui peuvent avoir pour effet de ne pas atteindre l'objectif de l'achat si l'offre est retenue ou de biaiser la comparaison avec les offres substantiellement conformes. Par ailleurs, il faut noter que la prise en compte de critères de qualification dans le jugement des offres peut entraîner

l'annulation de la procédure en cas de référé pré contractuel auprès du tribunal administratif. Ce constat a été fait pour l'appel d'offres relatif à l'acquisition de matériels informatiques pour lequel les critères de qualification ont été examinés pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors qu'il s'agit plutôt de les examiner dans un premier temps pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante.

4. Les dossiers de marché ne comprennent pas toujours le justificatif de la transmission aux soumissionnaires d'une copie du procès-verbal d'ouverture des plis pour se conformer à une exigence de l'article 67.4 du CMP (exemple de l'appel d'offres pour l'acquisition de matériels de transport); en revanche, dans le cas de l'appel d'offres portant acquisition de matériel informatique, des membres de la Commission des Marchés non présents à l'ouverture au regard de la liste des présents mentionnés en début de PV ont quand même signé ledit PV alors que seuls les présents auraient dû signer et que les indemnités de session ne sont dues qu'aux membres ayant effectivement siégé à l'ouverture des plis.
5. L'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'est pas effectuée conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP qui dispose : « dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leurs garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire ». Au regard de ce qui précède, l'information préalable des candidats non retenus et la publication de l'avis d'attribution provisoire sont cumulatives contrairement à la tendance qui voudrait que la publicité de l'avis d'attribution provisoire soit le support de l'information des candidats.
6. Les anciens articles 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007, cités dans les lettres de notification d'attribution provisoire, tout comme dans les avis d'attribution, doivent être remplacés dans lesdits documents, par les articles 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; il en est de même pour les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans les avis d'attribution provisoire et qui ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics), en vertu de l'article 89 du CMP.

### **AOO FOURNITURE DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU : OFFICE CHOICE - 17 494 680 F CFA**

Le procès verbal d'ouverture des offres plis ne comprend pas un tableau détaillé du contrôle de la transmission par les soumissionnaires, des pièces administratives et informations requises au regard des articles 43 et 44 du CMP et de leurs dates de validité. Il est tout juste indiqué dans le PVO que les offres étaient accompagnées des pièces administratives. La formalisation du recueil des pièces administratives et autres informations requises dans le DAO est importante car le tableau récapitulatif est un support de vérification de la correcte mise en œuvre des procédures de contrôle de la validité des pièces administratives conformément aux dispositions de l'article 45 du CMP. Il s'y ajoute qu'au vu du dossier de marché qui nous a été transmis, l'attributaire n'a pas fourni les trois états financiers certifiés qui étaient demandés dans le DAO. Seuls les états financiers de l'année 2011 ont été fournis ;

Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Cette transmission est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer ;

Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés par courrier du rejet de leurs offres en violation de l'article 83.3 du CMP qui dispose que dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leurs garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire. Sous ce rapport, il convient de préciser que l'information préalable des candidats non retenus et la publication de l'avis d'attribution provisoire sont cumulatives.

Les supports de publicité des avis d'attributions provisoire et définitive, ne sont pas classés dans le dossier ; il convient de veiller à la mise en œuvre rigoureuse des instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré par l'ARMP.

### **AOO FOURNITURE DE MATERIEL DE TRANSPORT : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE - 28 084 000 F CFA TTC**

Les copies des convocations adressées aux membres de la commission des marchés ne sont pas classées dans le dossier de marché mis à notre disposition. Au regard de l'article 39 du CMP, un délai de cinq jours francs doit être observé entre la transmission des convocations et la tenue des séances de la Commission des Marchés. En l'absence de ce document dans le dossier, les vérificateurs ne peuvent pas s'assurer du respect des délais réglementaires de convocation de la CM. Une correcte appropriation du manuel de classement ci-avant mentionné est une exigence pour la bonne tenue des dossiers de marché.

Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Cette transmission est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer ;

L'avis d'attribution provisoire a été publié plus d'un mois après l'attribution provisoire du marché, en violation de l'article 83.3 du CMP qui dispose que « dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'Autorité Contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leur garantie de soumission et publie un avis d'attribution provisoire.;

La lettre de notification de l'attribution provisoire n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis ; Le contrat, objet du marché, n'a pas été classé dans le dossier ;

Le support de publication de l'avis d'attribution définitive n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;

Le contrat aurait été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement de la facture mais l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été versés au dossier qui nous a été remis ;

L'attestation d'existence de crédit produite le 25 février 2013, est postérieure à la signature du contrat en date du 18 février 2013, en violation de l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits.

#### **AOO FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES : PICO MEGA - 7 462 320 F CFA TTC**

La présidence de la Commission des Marchés est assurée par le Chef du Service Administratif et Financier. Au regard des dispositions l'article 2d) de l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36-1 du CMP, le Responsable des Services Administratifs et Financiers ne peut assurer la Présidence de la Commission des Marchés. Cet alinéa dispose : « que pour les sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, les établissements publics et les agences ou autres organismes dotés de la personnalité morale, la Commission des Marchés comprend le Président et les personnes ci-après : le directeur financier ou son représentant, le responsable des services techniques ou son représentant, le responsable chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant ». Dès lors, la présence du Chef du Service Administratif et Financier ne peut se concevoir qu'en qualité de membre simple ;

Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a

été transmis. Cette transmission est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer ;

Les anciens articles 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 cités dans la lettre de notification de l'attribution provisoire tout comme dans l'avis d'attribution doivent être remplacés dans lesdits documents par les articles 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés par courrier du rejet de leurs offres en violation de l'article 83.3 du CMP qui dispose que dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leurs garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire. L'information préalable des candidats non retenus et la publication de l'avis d'attribution provisoire sont cumulatives ;

Le rapport de présentation indique que le premier avis d'appel d'offres a été publié le 31 octobre 2012 alors que l'avis porte la date du 8 mai 2012. Notons que l'avis de report du 10 novembre 2012 fait référence à une publication du 31 octobre 2012 ;

Les fonctions et les titres des membres de la commission des marchés ne sont pas précisés, seuls leurs noms et prénoms sont cités, quant aux candidats, seuls les noms des entreprises sont indiqués. Il est important de préciser la qualité de membre ou de suppléant et les fonctions exercées par les personnes qui ont siégé aux différents stades de la procédure de manière à permettre aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités prosrites par le CMP et ses textes d'application, notamment l'article 4 de l'arrêté 12 786 du MEF pris en application de l'article 36-1 du CMP ;

Monsieur Mamadou Ndaté Sall, membre titulaire de la CM représentant le Contrôle Financier de la Présidence de la République et Madame Khadidiatou Ndoeye Dieye membre suppléant de la CM ont signé le procès verbal d'ouverture alors qu'ils n'y figurent pas au titre des membres de la CM présents. Monsieur Cheikh Diouf dont la suppléance est assurée par Madame Dièye ci-avant citée n'a pas apposé sa signature bien que présent à la séance d'ouverture. Il conviendrait que les signataires du Procès Verbal soient les membres présents et que les indemnités ne soient versées que sur la base de cette présence effective. Il s'y ajoute que les noms de tous les candidats et les montants de leurs offres financières ne sont pas consignés dans le procès verbal d'ouverture en violation de l'article 67-4 du CMP. Le contrôle des pièces requises pour avoir accès aux marchés publics aux termes des dispositions des articles 43 et 44 n'est pas matérialisé dans le PVO ;

Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second parmi les candidats dont les offres sont conformes est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;

De plus, il y a une confusion entre les critères de qualification et les critères de recevabilité alors qu'il s'agit de deux examens différents, les critères de recevabilité devant être examinés au préalable alors que les critères de qualification sont examinés ex post comme indiqué ci-dessus. Les critères évalués et considérés comme des critères de qualification sont des critères de recevabilité et de conformité. En effet, chacun de ces critères doit faire l'objet d'un examen précis, ce qui n'a pas été le cas. Par conséquent, les critères de qualification qui devaient être évalués pour le soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme et qui est arrivé 1<sup>er</sup> n'ont pas été examinés, de même que les critères d'évaluation dont les spécifications techniques ont été détaillées dans le DAO mais n'ont pas été analysées dans le rapport d'évaluation. ;

En effet, à l'analyse des offres, nous avons relevé les points suivants :

- Office Informatique n'a pas proposé de mini chaîne comme indiqué sur la liste du matériel requis dans le DAO. Le dossier-type stipule dans sa Section I des Instructions aux Candidats alinéa 33.3 (a) qu'« un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre, et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres ». Cependant, le marché sera attribué, si son offre est jugée conforme et moins disante, au montant initial de l'offre ;  
Par conséquent, le comité d'évaluation aurait dû ajuster l'offre d'Office Informatique aux fins de comparaison des offres lors de l'évaluation mais cette omission d'article n'a pas été relevée dans le rapport d'évaluation ;
- Office Choice n'a pas proposé de sacoche pour le vidéo projecteur. Le dossier type précise dans sa Section I des IC alinéa 30.2 que « Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité contractante peut demander au Candidat de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre.

Le Candidat qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée » ;

Nous notons une carence dans la définition des besoins. En effet, les spécifications techniques de l'imprimante ne sont pas claires sur la vitesse, la capacité d'impression, les options d'alimentation, le fait que l'imprimante soit en couleur ou monochrome ;

Il n'a pas été précisé non plus pour le vidéo projecteur qu'ils avaient besoin d'un vidéo projecteur avec ou sans pied ;

De ce fait, le DAO avait requis un écran d'une taille de 1,5 m x 1,5 m et tous les soumissionnaires ont proposé des tailles supérieures qui peuvent être sans ou avec pied, critère qui n'avait pas été défini au préalable ;

Aucun détail n'a été fourni sur les pièces administratives fournies ni les pièces requises pour juger de la qualification du candidat dont l'offre a été jugée conforme ;

Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP ;

Les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas versées au dossier ;

Le procès verbal d'ouverture des plis et le rapport d'évaluation indiquent que cinq offres ont été reçues. A l'analyse des offres des soumissions, nous notons une sixième offre de la société DANDIOBA pour 14 655 836 F CFA qui n'a été relatée dans aucun document ;

Aucune offre reçue à l'expiration de la date et de l'heure limite de dépôt des offres n'est sensée être acceptée et doit être renvoyée à l'expéditeur sans être ouverte (article 67-2 du CMP).

#### **DRP ACHAT D'UN SPLITS TCL 12 000 BTU : SOGEF SARL - 283 200 F CFA TTC**

Un procès-verbal unique dit « procès-verbal » de dépouillement a été établi et résume toutes les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution et ce PV est appelé PV de dépouillement alors que le terme « dépouillement » n'est plus utilisé si l'on se réfère à l'article 4 du CMP.



### **COMMANDES DIRECTES ATTRIBUEES A PLUSIEURS PRESTATAIRES POUR 17 230 958 F CFA**

Une trentaine d'opérations d'achats et de services, pour un montant global de 17 514 158 F CFA ont fait l'objet de justification par l'émission de bons de commande, de bordereaux de livraison, de factures, et copies de chèques et nonobstant le libellé de l'opération, aucun justificatif de la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle de sélection des prestataires ne nous a été fourni, pas plus que les justificatifs de la réception effective des prestations. Sur ces achats, des fractionnements ont été notés pour une opération de même nature, relative à l'achat de rubans, avec le même prestataire SAFAR TECHNOLOGIE, pour un montant global de 2 289 000 F CFA. Or, même si par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de certaines spécificités, telles que prévues par l'article 78-3 du CMP, pouvaient donner lieu à règlement sur mémoires et factures, la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle serait requise. Par ailleurs, au cas où les opérations en question rentreraient dans l'un des cas de figure prévus par l'article 76 du CMP sur l'entente directe, cette procédure requerrait l'avis ou l'autorisation préalable de la DCMP, selon le cas, or de tels documents n'ont pas été mis à notre disposition.

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Se conformer à l'article 36-1 du CMP;

Se conformer à l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés ;

Se conformer à l'article 67.4 du CMP portant sur la transmission du PVO aux soumissionnaires ;

Veiller au respect de l'article 83.3 du CMP sur les délais de publication de l'avis d'attribution provisoire ;

Se conformer aux recommandations de l'article 9 sur l'existence préalable des crédits avant tout engagement de marché ;

Veiller au précompte de la TVA et à son reversement ;

Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics ;

Se conformer à l'article 67-4 et 83.3 du CMP ;

Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des

critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;

Se conformer à l'article 5 du CMP dans la détermination des besoins à satisfaire qui est essentiel dans la bonne mise en œuvre d'une procédure de passation des marchés ;

La publication de l'Avis d'attribution définitive doit intervenir dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché au titulaire (article 85 du CMP) ;

Veiller à inscrire les offres financières des soumissionnaires non retenus dans l'avis d'attribution provisoire ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Les documents relatifs à l'exécution financière ne nous ont pas été transmis.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Veiller au classement des documents liés à l'exécution et au règlement des marchés.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**



**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>AO N° F-002/HAALSS/SF/2012</b>	<b>AO N° F-002/HAALSS/2012</b>	<b>AO N° F-004/HAALSS/2012</b>
<b>Nature</b>	<b>Fourniture de matériel informatique</b>	<b>Fourniture de mobilier et matériel de bureau</b>	<b>Acquisition de matériel de transport</b>
<b>Attributaires</b>	<b>PICO MEGA</b>	<b>OFFICE CHOICE</b>	<b>LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>7 462 320</b>	<b>17 494 680</b>	<b>24 084 000</b>
Violation de l'article 36 du CMP sur la composition de la commission des marchés	√		
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM			√
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les pièces administratives	√		
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PVO aux soumissionnaires	√		√
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√
Articles 83-3, 88, 89 sur l'avis d'attribution provisoire et les recours	√		
Article 85 du CMP sur l'immatriculation et la notification du marché		√	√
Violation de l'article 134 du CMP sur les pénalités de retard		√	

Description	CD	CD	CD	CD	CD
<b>Nature</b>	Entretien, réparation, maintenance	Frais d'entretien des locaux	Maintenance du système de confection des titres d'accès	Réparation véhicule ASNA IT 1039	Réparation véhicule Courier Peugeot 306
<b>Attributaires</b>	SOGEF SARL	Absouck Exclusive	SN DEV	Garage Khelcom	Garage Lamp Fall
<b>Montants en F CFA</b>	447 500	3 774 000	1 110 000	180 000	150 000
Absence de procédure concurrentielle	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	CD	CD	CD	CD	CD
<b>Nature</b>	Achat de batterie Véhicule Pajero	Réparation du véhicule	Réparation du véhicule remplacement fusée avat complet Toyota Hilux	Achat d'une batterie INC Aka	Réparation véhicule ASNA
<b>Attributaires</b>	Annexe Ndiambour	Garage Khelcom	Garage Khelcom	Moussa Sène Niang	Ibrahima Diaw
<b>Montants en F CFA</b>	65 000	258 500	290 000	75 000	130 000
Contrat non daté	✓				
Paiement du marché antérieur à la date de la facture définitive et/ou à celle du bordereau de livraison		✓	✓	✓	
Absence de procédure concurrentielle	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	CD	CD	CD	CD	CD
<b>Nature</b>	Achat de douze pneus 205 R 16	Aliments de chiens Cynophile	Achats d'aliments des chiens Cynophile	Aménagement salle des manutentionnaires	Achat de 6 rubans et de 600 cartes PVC
<b>Attributaires</b>	Matar Gueye	Michele Rimero	Michele Rimero	Menuiserie Ebénisterie	Safar Technologie
<b>Montants en F CFA</b>	330 000	350 000	350 000	453 000	570 000
Paieement du marché antérieur à la date de la facture définitive et/ou à celle du bordereau de livraison	✓	✓	✓		
Absence de procédure concurrentielle	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	CD	CD	CD	CD	CD	
<b>Nature</b>	Impression de 400 000 stickers autocollants 7 couleurs	Stickers	Etuis et crochets badges	Publicités, publications et relations publiques	Mobiliers et matériels de bureaux	
<b>Attributaires</b>	ESCOMI	Imprimerie Kalom Graphic	Dis Co Sys	Soleil	Repro Systems	Ningala Global Services
<b>Montants en F CFA</b>	1 200 000	3 600 000	525 000	1 249 228	225 000	180 000
Absence de procédure concurrentielle	✓	✓	✓	✓	✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓	

<b>Description</b>	<b>CD</b>	<b>CD</b>	<b>CD</b>
<b>Nature</b>	Achat consommables badges	Achat d'une tête d'impression quantum et 4 rubans	Achat et pose d'un split
<b>Attributaires</b>	Safar Technologie	Safar Technologie	SOGEF SARL
<b>Montants en F CFA</b>	475 000	769 000	283 200
Paie ment du marché antérieur à la date de la facture définitive et/ou à celle du bordereau de livraison			✓
Absence de procédure concurrentielle	✓	✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 PRESENTATION DE LA HAALSS**

Créée par le décret 2001-743 du 1 octobre 2001 la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor est une structure administrative rattachée au Premier Ministre et placée sous la tutelle technique du ministre chargé des transports aériens. Elle exerce ses missions de façon indépendante sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Ce Conseil de Surveillance est présidé par le Secrétaire général désigné par décret et comprend : un représentant du Président de la République, un représentant du Premier Ministre, un représentant du Ministre des Forces armées, un représentant du Ministre de l'Economie et des Finances, un représentant du Ministre des Affaires étrangères, de l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur, un représentant du Ministre de l'Intérieur et un représentant du Ministre de l'Equipeement et des Transports.

La Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor a pour mission d'assurer la sûreté des personnes, des biens et des aéronefs dans l'enceinte de la zone aéroportuaire.

Elle veille en outre à un bon accueil des personnes fréquentant la zone aéroportuaire. Elle facilite le développement du trafic aérien. Elle participe, par la qualité de ses prestations, au développement du tourisme au Sénégal.

L'organisation de la Haute Autorité fait l'objet d'un arrêté du Premier Ministre pris sur proposition du Ministre chargé des Transports aériens.

Les activités de la Haute Autorité sont précisées par une lettre de mission que lui adresse le Premier Ministre en liaison avec le Ministre de l'Equipeement et des Transports.

La lettre de mission fixe des indicateurs de performance précis à la Haute Autorité. Ces indicateurs servent à l'évaluation de ses performances

Outre les charges financières déjà assurées par l'Etat en ce qui concerne ses agents intervenant à l'Aéroport, la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor dispose de ressources tirées de la redevance sûreté collectée par l'ASECNA et de celles mises à sa disposition par les partenaires au développement, en vertu d'accords conclus avec le Gouvernement.

### **2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l’UEMOA relatives à l’harmonisation des marchés publics des États membres de l’Union. Elle comporte d’importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu’elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l’Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d’autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l’occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l’ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l’autonomie financière, s’organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d’intervenir sur l’ensemble du secteur, tant à travers des missions d’assistance dans l’élaboration des politiques ou de la conception d’outils de passation (documents et formulaires standards), qu’en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l’audit et le règlement des conflits.

En particulier, l’ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d’exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d’une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d’élaboration, de passation et d’exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.3.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d’exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s’agira principalement de dégager un jugement sur l’adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.3.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans



toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

### **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours

d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.3.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés

(notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;

- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor pour apprécier la capacité des structures et des systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).



Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants sont effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### **3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES**

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine

les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),

- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est –il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,

- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,

- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## 4. RESULTATS DES TRAVAUX

### 4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

#### 4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la HAALSS, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Il convient de noter que la Commission des Marchés est présidée par le Chef du Service Financier. Il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés Publics qui stipule que les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés. Le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ».

Les dossiers de marché ne comprennent pas toujours le justificatif de la transmission aux soumissionnaires d'une copie du procès-verbal d'ouverture des plis pour se conformer à une exigence de l'article 67.4 du CMP (exemple de l'appel d'offres pour l'acquisition de matériels de transport) ; en revanche, dans le cas de l'appel d'offres portant acquisition de matériel informatique, **des membres de la Commission des Marchés** non présents à l'ouverture au regard de la liste des présents mentionnés en début de PV ont quand même signé ledit PV alors que seuls les présents auraient dû signer et que les indemnités de session ne sont dues qu'aux membres ayant effectivement siégé à l'ouverture des plis.

L'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'est pas effectuée conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP qui dispose : « dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leurs garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire ». Au regard de ce qui précède, l'information préalable des candidats non retenus et la publication de l'avis d'attribution provisoire sont cumulatives contrairement à la tendance qui voudrait que la publicité de l'avis vaut information des candidats.

Les anciens articles 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007, cités dans les lettres de notification d'attribution provisoire, tout comme dans les avis d'attribution, doivent être remplacés dans lesdits documents, par les articles 88 et 89 du décret 2011-

1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; il en est de même pour les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans les avis d'attribution provisoire et qui ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics), en vertu de l'article 89 du CMP.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 18 janvier 2012 (Décision N° 000037/HAALSS/SG/SF/SP2).

Les références au Code des Marchés Publics insérées dans les documents d'information des candidats et de publicité des avis d'attribution provisoire ou définitive n'ont pas été mises à jour pour tenir compte des modifications apportées au Code des Marchés Publics. Lesdites références sont faites sur la base du décret 2007-545 du 25 avril 2007 alors que ce dernier a été remplacé par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Ainsi, les anciens articles 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 cités dans la lettre de notification de l'attribution provisoire tout comme dans l'avis d'attribution provisoire doivent être remplacés dans lesdits documents par les articles 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart le 19 janvier 2012. Elles ont été transmises à la DCMP le 23 janvier 2012.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la HAALSS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil le 16 février 2012. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA HAALSS

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la HAALSS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA HAALSS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$



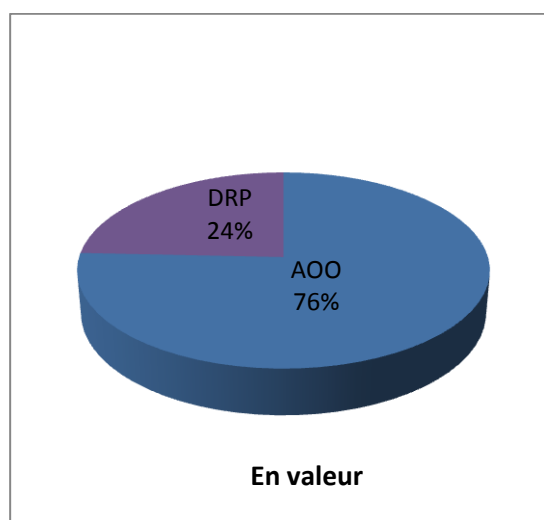
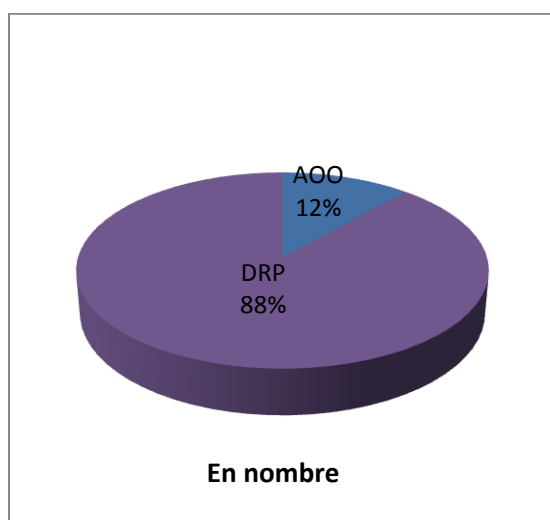
## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d’offres ouvert (AOO)</b>	3	53 041 000	3	53 041 000	100%	100%
<b>Appel d’offres restreint (AOR)</b>					-	-
<b>Demande de Proposition (DP)</b>					-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	23	17 039 428	23	17 039 428	100%	100%
<b>Entente directe (ED)</b>					-	-
<b>Avenant</b>					-	-
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>70 080 428</b>	<b>26</b>	<b>70 080 428</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>



**Distribution des marchés présentés et revus**

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

<b>AOO N° F/002/HAALSS/SF/2012 Fournitures de matériels informatiques</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	16 février 2012 dans Le Soleil
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>	Non transmis
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	Lettre N° 004754/MEF/DCMP/18 du 22 octobre 2012
<b>Date de publication de l'AO</b>	Publication initiale : 31 octobre 2012 dans Le Soleil Mise à jour : 10 novembre 2012 dans Le Soleil
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Date limite initiale : 15 novembre 2012 dans Le Soleil Prorogation : 04 décembre 2012 dans Le Soleil
<b>Délai de préparation des offres</b>	Initial : 15 jours Prorogation : 24 jours
<b>Période de validité des offres</b>	90 jours
<b>Date de convocation de la CM</b>	04 décembre 2012 Non transmis
<b>Date de l'évaluation technique</b>	11 décembre 2012
<b>Date d'attribution</b>	14 décembre 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	-
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	19 janvier 2013 dans Le Soleil
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	15 janvier 2013
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	25 février 2013

<b>Date de souscription</b>	25 février 2013
<b>Date d’approbation</b>	25 février 2013
<b>Date d’enregistrement du contrat</b>	25 février 2013
<b>Date d’immatriculation</b>	10 avril 2013
<b>Date de notification du marché</b>	17 avril 2013
<b>Date de publication de l’avis d’attribution définitive</b>	27 et 28 avril 2013 dans Le Soleil
<b>Délai d’exécution</b>	30 jours au plus tôt et 45 jours au plus tard
<b>Attributaire</b>	PICO MEGA
<b>Montant en F CFA TTC</b>	7 462 320 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>La présidence de la Commission des Marchés est assurée par le Chef du Service Administratif et Financier. Au regard des dispositions de l’article 2d) de l’arrêté 12 786 du 26 décembre 2012 pris en application de l’article 36-1 du CMP, le Responsable des Services Administratifs et Financiers ne peut assurer la Présidence de la Commission des Marchés. Cet alinéa dispose que « pour les sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, les établissements publics et les agences ou autres organismes dotés de la personnalité morale, la Commission des Marchés comprend le Président et les personnes ci-après : le directeur financier ou son représentant, le responsable des services techniques ou son représentant, le responsable chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant ». Dès lors, la présence du Chef du Service Administratif et Financier ne peut se concevoir qu’en qualité de membre simple ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès verbal d’ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Cette transmission est une exigence de l’article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer ;</p>

	<p>Les anciens articles 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 cités dans la lettre de notification de l'attribution provisoire tout comme dans l'avis d'attribution doivent être remplacés dans lesdits documents par les articles 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;</p> <p>Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés par courrier du rejet de leurs offres en violation de l'article 83.3 du CMP qui dispose que dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue leurs garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire. L'information préalable des candidats non retenus et la publication de l'avis d'attribution provisoire sont cumulatives ;</p> <p>Le rapport de présentation indique que le premier avis d'appel d'offres a été publié le 31 octobre 2012 alors que l'avis porte la date du 8 mai 2012. Notons que l'avis de report du 10 novembre 2012 fait référence à une publication du 31 octobre 2012 ;</p> <p>Les fonctions et les titres des membres de la commission des marchés ne sont pas précisés, seuls leurs noms et prénoms sont cités, quant aux candidats, seuls les noms des entreprises sont indiqués. Il est important de préciser la qualité de membre ou de suppléant et les fonctions exercées par les personnes qui ont siégé aux différents stades de la procédure de manière à permettre aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités prosrites par le CMP et ses textes d'application notamment l'article 4 de l'arrêté 12 786 du MEF pris en application de l'article 36-1 du CMP ;</p> <p>Monsieur Mamadou Ndaté Sall, membre titulaire de la CM représentant le Contrôle Financier de la Présidence de la République et Madame Khadidiatou Ndoye Dieye membre suppléant de la CM ont signé le procès verbal d'ouverture alors qu'ils n'y figurent pas au titre des membres de la CM présents. Monsieur Cheikh Diouf, dont la suppléance est assurée par Madame Dièye ci-avant citée, n'a pas apposé sa signature bien que présent à la séance d'ouverture. Il conviendrait que les signataires du Procès Verbal soient les membres présents et que</p>
--	--

	<p>les indemnités ne soient versées que sur la base de cette présence effective. Il s'y ajoute que les noms de tous les candidats, les montants de leurs offres financières ne sont pas consignés dans le procès verbal d'ouverture en violation de l'article 67-4 du CMP. Le contrôle des pièces requises pour avoir accès aux marchés publics aux termes des dispositions des articles 43 et 44 n'est pas matérialisé dans le PVO ;</p> <p>Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second parmi les candidats dont les offres sont conformes est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;</p> <p>De plus, il y a une confusion entre les critères de qualification et les critères de recevabilité alors qu'il s'agit de deux examens différents, les critères de recevabilité devant être examinés au préalable alors que les critères de qualification sont examinés ex post comme indiqué ci-dessus. Les critères évalués et considérés comme des critères de qualification sont des critères de recevabilité et de conformité. En effet, chacun de ces critères doit faire l'objet d'un examen précis, ce qui n'a pas été le cas. Par conséquent, les critères de qualification qui devaient être évalués pour le soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme et qui est arrivé 1<sup>er</sup> n'ont pas été examinés, de même que les critères d'évaluation dont les spécifications techniques ont été détaillées dans le DAO mais n'ont pas été analysées dans le rapport d'évaluation ;</p> <p>En effet, à l'analyse des offres, nous avons relevé les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Office Informatique n'a pas proposé de mini chaîne comme indiqué sur la liste du matériel requis dans le DAO. Le dossier type stipule dans sa Section I des IC alinéa 33.3 (a) qu'« un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les</li> </ul>
--	--

	<p>offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre, et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres ». Cependant, le marché sera attribué, si son offre est jugée conforme et moins disante, au montant initial de l'offre.</p> <p>Par conséquent, le comité d'évaluation aurait dû ajuster l'offre d'Office Informatique aux fins de comparaison des offres lors de l'évaluation mais cette omission d'article n'a pas été relevée dans le rapport d'évaluation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Office Choice n'a pas proposé de sacoche pour le vidéo projecteur. Le dossier type précise dans sa Section I des Instructions aux Candidats alinéa 30.2 que « Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité contractante peut demander au Candidat de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Candidat qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée » ;</li> </ul> <p>Nous notons une carence dans la définition des besoins. En effet, les spécifications techniques de l'imprimante ne sont pas claires sur la vitesse, la capacité d'impression, les options d'alimentation, le fait que l'imprimante soit en couleur ou monochrome ;</p> <p>Il n'a pas été précisé non plus pour le vidéo projecteur qu'ils avaient besoin d'un vidéo projecteur avec ou sans pied ;</p> <p>De ce fait, le DAO avait requis un écran d'une taille de 1,5m x 1,5m et tous les soumissionnaires ont proposé des tailles supérieures qui peuvent être sans ou avec pied, critère qui n'avait pas été défini au préalable ;</p> <p>Aucun détail n'a été fourni sur les pièces administratives fournies ni les pièces requises pour juger de la qualification du candidat dont l'offre a été jugée conforme ;</p> <p>Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés</p>
--	--

	<p>dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas versées au dossier ;</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis et le rapport d'évaluation indiquent que cinq offres ont été reçues. A l'analyse des offres des soumissions, nous notons une sixième offre de la société DANDIOBA pour 14 655 836 F CFA qui n'a été relatée dans aucun document ;</p> <p>Aucune offre reçue à l'expiration de la date et de l'heure limite de dépôt des offres n'est sensée être acceptée et doit être renvoyée à l'expéditeur sans être ouverte (article 67-2 du CMP).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics ;</p> <p>Se conformer à l'article 67-4 et 83.3 du CMP ;</p> <p>Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;</p> <p>Se conformer à l'article 5 du CMP dans la détermination des besoins à satisfaire qui est essentiel dans la bonne mise en œuvre d'une procédure de passation des marchés ;</p>

	<p>La publication de l'Avis d'attribution définitive doit intervenir dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché au titulaire (article 85 du CMP) ;</p> <p>Veiller à inscrire les offres financières des soumissionnaires non retenus dans l'avis d'attribution provisoire ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>AO N° F-003/HAALSSS/MOB &amp; MAT.BUR/SF/2012</b> <b>Fournitures de Mobiliers et Matériels de Bureau</b>	
<b>Date de transmission du DAO</b>	19 juillet 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	22 octobre 2012
<b>Date de publication de l'AO</b>	1 <sup>ère</sup> parution Le Soleil du 31 octobre 2012 2 <sup>ème</sup> parution Le Soleil du 10 novembre 2012
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	1 <sup>ère</sup> date 15 novembre 2012 à 10 heures 2 <sup>ème</sup> date 06 décembre 2012 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	06 décembre 2012 à 10 heures
<b>Date de l'évaluation technique</b>	10 décembre 2012
<b>Date d'attribution</b>	13 décembre 2012
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	25 février 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	Néant
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	Néant
<b>Date de souscription</b>	23 février 2013
<b>Date d'approbation</b>	25 février 2013
<b>Date d'immatriculation</b>	11 mars 2013
<b>Date de notification</b>	19 mars 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	06 mars 2013
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Néant
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Garantie de soumission</b>	860 000 F CFA
<b>Attributaire</b>	<b>Office Choice</b>

<b>Montant du marché en TTC</b>		<b>17 494 680 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les convocations des membres de la commission des marchés ne sont pas classées dans le dossier de marché ; les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne sont pas non plus classés dans le dossier de marché.</p> <p>Le Procès Verbal d'Ouverture des plis ne comprend pas un tableau détaillé du contrôle de la transmission par les soumissionnaires, des pièces administratives et de leurs dates de validité. Il y est tout juste indiqué que les offres étaient accompagnées des pièces administratives. Les noms des entreprises ayant retiré le DAO ne sont pas indiqués dans le PVO des plis, seules les dénominations sociales des entreprises ayant soumissionné y figurent.</p> <p>Les supports de publicité pour les attributions provisoire, définitive, de même que les lettres d'information à adresser aux candidats non retenus ne sont pas classés dans le dossier.</p> <p>L'attributaire n'a fourni que ses états financiers de l'année 2011 alors que ceux de 2009 et 2010 ont été demandés.</p> <p>Le marché a été immatriculé le 11 mars 2013 alors qu'il a été enregistré le 06 mars, la date de l'enregistrement est antérieure à l'immatriculation et à la notification du marché (19 mars) en violation de l'article 85 du CMP.</p>	
<b>Recommandations</b>	Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation des marchés.	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

<b>AO N° F – 004 / HAALSSS / MAT. TRANSPORT / SF / 2012 - ACQUISITION DE MATERIEL DE TRANSPORT</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	Le 16 février 2012 Edition n°12517
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>	Le 19 juillet 2012
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	Le 22 octobre 2012
<b>Date de publication de l'AO</b>	Le 31 octobre 2012 dans le soleil Avis de report le 10 novembre 2012
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Le 15 novembre 2012 à 10h00 Prorogé le 05 décembre 2012 à 10h00
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours mais du fait de la prorogation 34 jours
<b>Période de validité des offres</b>	90 jours
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Le 10 décembre 2012
<b>Date d'attribution</b>	12 décembre 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	Pas requis
<b>Date de notification d'attribution</b>	Le 15 janvier 2013
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	Le 19 janvier 2013 dans Le Soleil
<b>Date de souscription</b>	Le 14 février 2013
<b>Date d'approbation</b>	Le 18 février 2013
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	Le 25 février 2013

<b>Date d'immatriculation</b>	Le 28 février 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Le 20 février 2013
<b>Date de notification d'attribution définitive</b>	Le 14 mars 2013
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Le 30 mars 2013 dans Le Soleil
<b>Délai d'exécution</b>	30 au plus tôt à 45 jours au plus tard à partir de la date de notification du marché au candidat
<b>Attributaire</b>	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
<b>Montant du marché en TTC</b>	28 084 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Aucun document n'atteste de la transmission au soumissionnaire du procès-verbal d'ouverture, en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Le justificatif de la convocation de la commission des marchés n'a pas été joint au dossier en violation de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Nous notons un délai anormalement long de trente trois jours qui s'est écoulé entre l'attribution provisoire du marché et la notification d'attribution du marché, ceci est à l'encontre de l'esprit du code qui recommande la publication immédiate de l'avis de publication de l'attribution provisoire immédiatement après la notification d'attribution du marché ;</p> <p>Le support de publication de l'avis d'attribution définitive n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Le contrat aurait été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement de la facture mais l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été versés au dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Le marché a été immatriculé le 28 février 2013 alors qu'il a été enregistré le 20 février, la date de l'enregistrement est antérieure à l'immatriculation du marché en violation de l'article 85 du CMP ;</p>

	L'attestation d'existence de crédit produite le 25 février 2013, est postérieure à la signature du contrat en date du 18 février 2013 en violation de l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits.
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP portant sur la transmission du PVO aux soumissionnaires ;</p> <p>Se conformer aux recommandations de l'article 9 sur l'existence préalable des crédits avant tout engagement de marché ;</p> <p>Eviter les délais anormalement longs entre les différentes étapes de la passation de marché ;</p> <p>Veiller à l'établissement de l'attestation de précompte la TVA et à la justification de son reversement ;</p> <p>Procéder à l'immatriculation et à la notification des marchés avant leur enregistrement à la DGID ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX ET COMMANDES DIRECTES

Description	Entretien, réparation, maintenance	Païement frais d'entretien des locaux	Maintenance du système de confection des tires d'accès	Réparation véhicule ASNA IT 1039	Réparation véhicule courrier Peugeot 306 DK 3234 X	Achat de batterie véhicule PAJERO N° AD-172369
Attributaires	SOGEF SARL	ABSOUCK EXCLUSIVE	SN DEV	GARAGE KHELCOM – TALLA GAYE	GARAGE LAMP FALL – EL HADJI DIOP	ANNEXE NDIAMBOUR (NDEYE LOBE TINE)
Montant du marché en F CFA	447 500 F CFA	3 774 000 F CFA	- 555 000 F CFA - 555 000 F CFA	180 000 F CFA	150 000 F CFA	65 000 F CFA
Non conformités	<p>Aucun justificatif d'un recours à une procédure de concurrentielle n'a été mis à notre disposition ;</p> <p>A une exception près (Maintenance du système de confection des tires d'accès), aucun contrat de marché n'a été joint aux dossiers qui nous ont été remis ;</p> <p><b>ACHAT BATTERIE PAJERO N° AD-172369 (SG) :</b> le numéro d'immatriculation du véhicule est atypique et comporte six (6) chiffres.</p> <p><b>MAINTENANCE DU SYSTEME DE CONFECTION DES TITRES D'ACCES</b></p> <p>La copie du contrat classé dans le dossier n'a pas été datée.</p>					
Recommandations	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.					
Commentaires de						

<b>l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>Description</b>	<b>Commande 1</b> <b>Réparation du</b> <b>véhicule TOYOTA</b> <b>HILUX</b>	<b>Commande 2</b>  <b>Réparation</b> <b>véhicule</b> <b>remplacement</b> <b>fusée avant</b> <b>complet véhicule</b> <b>relevé ASNA IT</b> <b>1050 Marque</b> <b>TOYOTA HILUX</b> <b>L 25</b>	<b>Commande 3</b>  <b>Achat d'une</b> <b>batterie INC AKA</b> <b>pour véhicule</b> <b>Gendarmerie</b> <b>ASNA IT 1039</b>	<b>Commande 4</b>  <b>Réparation</b> <b>véhicule ASNA IT</b> <b>915</b>	<b>Commande 5</b> <b>Achat de douze</b> <b>(12) pneus 205 R</b> <b>16</b>	<b>Commande 6</b> <b>Dotation en</b> <b>aliment des chiens</b> <b>Cynophile – achat</b> <b>de 10 sacs</b> <b>d'aliment</b>
<b>Attributaires</b>	<b>GARAGE</b> <b>KHELCOM –</b> <b>TALLA GAYE</b>	<b>GARAGE</b> <b>KHELCOM –</b> <b>TALLA GAYE</b>	<b>MOUSSA SENE</b> <b>NIANG</b>	<b>IBRAHIMA DIAW</b>	<b>MATAR GUEYE</b>	<b>MICHELE</b> <b>ROMERO</b>
<b>Montant du</b> <b>marché en F CFA</b>	<b>258 500 F CFA</b>	<b>290 000 F CFA</b>	<b>75 000 F CFA</b>	<b>130 000 F CFA</b>	<b>330 000 F CFA</b>	<b>350 000 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	La quasi totalité des chèques émis pour le paiement de ces différentes prestations (Commandes 1, 2, 3 et 6) présente une date antérieure à la facture définitive et/ou à la livraison des fournitures. De plus, les montants des chèques prennent en totalité les montants des factures définitives.					
<b>Recommandations</b>	Effectuer le paiement des marchés après livraison effective et facturation car l'autorité contractante ne peut payer des prestations qu'elle n'a pas réceptionnées et attestées de leur conformité vis-à-vis du bon de commande.					
<b>Commentaires de</b> <b>l'Autorité</b> <b>Contractante</b>						
<b>Appréciation du</b> <b>Consultant</b>						



<b>Description</b>	<b>Achat d'aliment des chiens Cynophile – achat de 10 sacs d'aliment</b>	<b>Aménagement salle des manutentionnaires</b>	<b>Achat de six (06) rubans couleur YMCKO R3011 et de six cent (600) cartes PVC</b>	<b>Achat consommables badges</b>	<b>Achat de cinq (05) rubans couleur YMCKO R3011 et 500 cartes vierges PVC C4001</b>	<b>Achat d'une tête d'impression quantum et de quatre (04) ruban couleur YMCKO R3011</b>
<b>Attributaires</b>	<b>MICHELE ROMERO –</b>	<b>MENUISERIE EBENISTERIE</b>	<b>SAFAR TECHNOLOGIE</b>	<b>SAFAR TECHNOLOGIE</b>	<b>SAFAR TECHNOLOGIE</b>	<b>SAFAR TECHNOLOGIE</b>
<b>Montant du marché en F CFA</b>	<b>350 000 F CFA</b>	<b>453 000 F CFA</b>	<b>570 000 F CFA</b>	<b>475 000 F CFA</b>	<b>475 000 F CFA</b>	<b>769 000 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Aucun justificatif d'un recours à une procédure concurrentielle n'a été mis à notre disposition.</p> <p>Aucun contrat de marché n'a été joint aux dossiers qui nous ont été remis.</p> <p><b>ACHAT D'ALIMENT DE CHIEN CYNOPHILE – ACHAT DE 10 SACS D'ALIMENT – MICHELE ROMERO – 350 000 F CFA</b></p> <p>Le chèque émis pour le paiement de cette prestation présente une date antérieure au bordereau de livraison des fournitures. De plus, le montant du chèque prend en totalité le montant de la facture définitive.</p> <p><b>ACHAT D'UNE TETE D'IMPRESSION QUANTUM ET DE QUATRE (04) RUBAN COULEUR YMCKO R3011 - SAFAR TECHNOLOGIE – 769 000 F CFA</b></p> <p>Les paiements n'ont été effectués que six (06) mois après l'émission des factures et la livraison des fournitures en violation de l'article 92 des Directives de l'UEMOA qui stipule que « Le représentant de l'autorité contractante est tenu de procéder au paiement des acomptes et du solde dans un délai qui ne peut dépasser soixante jours ».</p>					
<b>Recommandations</b>	Effectuer le paiement des marchés après livraison effective et facturation car l'autorité contractante ne peut payer des					

	prestations qu'elle n'a pas réceptionnées et attestées de leur conformité vis-à-vis du bon de commande.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>Description</b>	<b>Paiement pour acompte de 50 % impression de 400 000 stickers autocollants 7 couleurs</b>	<b>Paiement Stickers</b>
<b>Attributaires</b>	<b>ESCOMI</b>	<b>IMPRIMERIE KALOM GRAPHIC</b>
<b>Montant du marché en F CFA</b>	<b>1 200 000 F CFA</b>	<b>3 600 000 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Aucun justificatif d'un recours à une procédure concurrentielle n'a été mis à notre disposition. Aucun contrat de marché n'a été joint aux dossiers qui nous ont été remis.</p> <p><b>STICKERS ATTRIBUE A IMPRIMERIE KALOM GRAPHIC POUR 3 600 000 F CFA</b></p> <p>La procédure (livraison, PV de réception, pièce de caisse, facture et règlement) relative au paiement de Stickers s'est déroulée le même jour (12 juin 2012).</p>	
<b>Recommandations</b>	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		

<b>Appréciation du Consultant</b>	

Description	COMMANDES DIRECTES			
	ETUIS & CROCHETS BADGES	PUBLICITES, PUBLICATION ET RELATION PUBLIQUE	MOBILIERS & MATERIELS DE BUREAUX	
Attributaire	DIS CO SYS	SOLEIL	REPRO SYSTEMS	NINGALA GLOBAL SERVICES
<b>Montants FCFA TTC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pièce de caisse du 04 janvier 2012 – 325 000 F CFA HT</li> <li>- Pièce de caisse du 27 février 2012 – 200 000 F CFA HT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pièce de caisse du 14 février 2012 – 196 258 F CFA HT</li> <li>- Pièce de caisse du 30 octobre 2012 – 775 500 F CFA HT</li> <li>- Pièce de caisse du 09 novembre 2012 – 277 200 F CFA HT</li> </ul>	Pièce de caisse du 08 mai 2012 – 225 000 F CFA HT	Pièce de caisse du 28 juillet 2012 – 180 000 F CFA HT
<b>Non conformités</b>	Aucun document justifiant le recours à une procédure concurrentielle n'a été classé dans le dossier ; Hormis la facture pro forma, le bon de livraison, la copie du chèque, aucun autre document lié à la procédure de consultation			

	et d'exécution n'a été versé au dossier (contrat de marché, PV de réception...).
<b>Recommandations</b>	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>Description</b>	<b>ACHAT ET POSE D'UN SPLIT TCL 12 000 BTU</b>
<b>Fournisseurs consultés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SOGEF SARL, 8684 Sicap liberté 6</li> <li>- ENTREPRISE GENERALE BATIMENT, Mermoz Pyrotechnie cite Urbanisme n°16</li> <li>- EEIME, Cambèrene 2 Villa N°217</li> <li>- E.G.T.C,</li> <li>- SOULEYMANE DIEME, Front de terre Lot N°12 BIS</li> </ul>
<b>Nombres d'offres reçues</b>	<p>Les offres reçues sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ENTREPRISE GENERALE BATIMENT : 307 390 F CFA TTC</li> <li>- EEIME : 290 693 F CFA TTC</li> <li>- E.G.T.C : 289 808 F CFA TTC</li> <li>- SOULEYMANE DIEME : 289 454 F CFA TTC</li> </ul>
<b>Attributaires</b>	<b>SOGEF SARL</b>
<b>Montants FCFA TTC</b>	<b>283 200 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Un procès-verbal unique dit « procès-verbal » de dépouillement a été établi qui résume toutes les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution alors qu'il faut établir des procès-verbaux distincts.</p> <p>Le PV d'ouverture des plis est appelé PV de dépouillement alors que le terme « dépouillement » n'est plus utilisé (article 4 du CMP).</p> <p>Le chèque (04 juillet 2012) émis pour le paiement de cette prestation présente une date antérieure au bordereau de livraison (05 juillet 2012) des fournitures.</p>
<b>Recommandations</b>	

	<p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque étape de la procédure de passation des marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 4 du CMP.</p> <p>Effectuer le paiement des marchés après livraison effective et facturation car l'autorité contractante ne peut payer des prestations qu'elle n'a pas réceptionnées et attestées de leur conformité vis-à-vis du bon de commande.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Secrétaire Général  
de la Haute Autorité de l'Aéroport  
Léopold Sédar Senghor  
(HAALSS)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

**Monsieur le Secrétaire Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de notre parfaite considération.



13 JUIN 2014

  
**Ibra Guèye**  
**Directeur-Associé**

Agence Système Contrôle des Aéroports  
Bureau du Document  
41 72 - Fann 7ème arrondissement  
13 - Dakar  
Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59  
E mail : bsc@arc.sn



**PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**